

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

LIBYE : ANKARA PRENDRA LES "MESURES NÉCESSAIRES" POUR SOUTENIR LE GOUVERNEMENT

La Turquie a prévenu hier qu'elle n'hésiterait pas à "prendre les mesures nécessaires" en Libye pour soutenir le gouvernement de Tripoli qui fait face à des forces dissidentes appuyées par d'autres pays, comme l'Égypte et les Emirats arabes unis. "Notre pays continuera de se tenir aux côtés du peuple libyen contre toute forme de tyrannie et n'hésitera pas à prendre les mesures nécessaires", a déclaré le gouvernement après un conseil national de sécurité présidé par le chef de l'Etat Recep Tayyip Erdogan.

ETHIOPIE : ABIY SE FÉLICITE DU REMPLISSAGE "HISTORIQUE" DU BARRAGE SUR LE NIL

Le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a qualifié hier d'"historique" le remplissage, au niveau prévu pour la première année, du réservoir du barrage géant qu'elle construit sur le Nil et qui est source de vives tensions avec l'Égypte et le Soudan, ses voisins situés en aval. "La fin de la première phase de remplissage est un moment historique qui témoigne de l'engagement des Éthiopiens en faveur de la renaissance de notre pays", a déclaré M. Abiy, prix Nobel de la Paix 2019.

LE PEUPEMENT DE L'AMÉRIQUE DU NORD REMONTE À 30 000 ANS

Le peuplement de l'Amérique du Nord remonte à au moins 30 000 ans et serait donc deux fois plus ancien qu'estimé jusqu'ici, selon des recherches archéologiques dont les résultats sont publiés hier. Les spécimens collectés, dont 1900 outils en pierre taillée, prouvent une occupation humaine de la grotte de Chiquihuite (nord du Mexique) remontant jusqu'à 33 000 ans révèlent deux études parues dans la revue Nature.

Mali : des chefs d'Etat de la Cédéao attendus aujourd'hui !

Jonas OSSOMBEY (sources : AFP)
Libreville/Gabon

De nombreux chefs d'Etat de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) dont le président nigérian Muhammadu Buhari, sont attendus aujourd'hui à Bamako, la capitale du Mali, pour "contribuer à apaiser le climat socio-politique au Mali" et appuyer les efforts de médiation des Etats ouest-africains après des semaines de contestation du pouvoir.

M. Buhari, à la tête du pays le plus peuplé du continent, dont la participation a été annoncée mardi dernier, accompagnera ses homologues du Sénégal Macky Sall, de Côte d'Ivoire Alassane Ouattara, du Ghana Nana Akufo-Addo et du Niger Mahamadou Issoufou. Les cinq présidents de la Cédéao "viendront pour entériner et renforcer ce qui a été fait", a expliqué une source proche des négociations. Même si les principaux meneurs de la contestation ont refusé de valider les propositions de sortie de crise L'Union africaine (UA) a immédiatement "salué" l'envoi de cette mission. Elle "appuie les propositions de sortie de crise de la Cédéao, qui constituent une base de négociation pour la résolution des problèmes qui sont à l'origine de la crise actuelle", selon un communiqué. La venue des cinq présidents dans la capitale malienne a été annoncée par une "note verbale" adressée par la délégation de la Cédéao à Bamako au ministère malien des Affaires étrangères.

Cette délégation comprendra également l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan, médiateur attitré de l'organisation régionale dans la crise que traverse depuis juin le Mali, ainsi que le président de la Commission de la Cédéao, Jean-Claude Kassi Brou.

Ils doivent rencontrer d'abord le président Ibrahim Boubacar Keïta, puis conjointement l'influent imam Mahmoud Dicko - figure emblématique de la contestation - et les dirigeants du Mouvement du 5-Juin (M5-RFP), la coalition



Les chefs d'Etat de la Cédéao au chevet du Mali dès aujourd'hui.

Photo: DR/L'Union

hétéroclite qui réclame avec vigueur la démission du chef de l'Etat. Arrivé au pouvoir en 2013, le président Keïta, dit "IBK", est massivement contesté dans la rue depuis juin.

Après le climat d'exaspération nourri depuis des années par l'instabilité sécuritaire dans le centre et le Nord du pays, le marasme économique ou une corruption jugée endémique, est

venue s'ajouter l'invalidation par la Cour constitutionnelle d'une trentaine de résultats des législatives de mars-avril, considérée comme l'élément déclencheur de la crise actuelle.

Sortie de crise ?



Un retour définitif au calme est fortement souhaité.

J.O. (sources : AFP)
Libreville/Gabon

Jusqu'à dimanche dernier, une délégation de la Cédéao conduite par l'ex-président Goodluck Jonathan a émis une série de recommandations, dont la nomination d'une nouvelle Cour constitutionnelle qui serait chargée de régler le litige autour des législatives, ainsi que

la mise sur pied d'un gouvernement d'union nationale.

D'ailleurs, les partis de la majorité se sont félicités mardi dernier de ce que cette feuille de route "jette les bases d'une sortie de crise". Mais elle s'est jusqu'ici heurtée au refus du M5-RFP, qui réunit des chefs religieux et des personnalités du monde politique et de la société civile autour d'un programme de re-

fondation de la gouvernance au Mali qui exclut à ses yeux le président Keïta. Signe d'apaisement, le mouvement a annoncé une "trêve" des manifestations jusqu'à la grande fête musulmane de l'Aid al-Adha, prévue le 31 juillet.

"Goodluck Jonathan et son équipe ont fait un travail très important, ils ont posé un cadre juridique, ils ont apporté des solutions", a souligné la source proche des négociations, qui a répété qu'un départ forcé d'"IBK" est une "ligne rouge" que n'accepteront de franchir ni le camp présidentiel ni la communauté internationale.

Pour mettre fin à la crise, il s'agit aussi de "mettre en pratique les recommandations, dont la mise en place d'une Cour constitutionnelle reconstituée", ce qui pourrait "aller très vite", et d'un gouvernement d'union nationale, a ajouté cette source, pour qui la balle est à cet égard dans le camp des Maliens eux-mêmes.

Photo: AFP